

(Texte)

M. Yvon Dupuis (Saint-Jean-Iberville-Napierville): Monsieur l'Orateur, considérant qu'il ne me reste que deux minutes sur le temps de parole qui m'est alloué...

L'hon. M. Chevrier: Cinq minutes.

M. Dupuis: Cinq? Alors, monsieur l'Orateur, il m'en reste cinq et j'en suis heureux.

Considérant qu'il me reste cinq minutes sur le temps de parole qui m'était alloué hier, je les emploierai d'abord pour formuler un souhait; ce souhait est adressé à nos amis du côté ministériel, afin qu'ils soient plus nombreux aujourd'hui qu'hier à défendre le lamentable budget du ministre des Finances (M. Fleming).

En effet, monsieur l'Orateur, ce n'était pas très impressionnant, hier soir, que de constater que seuls les députés conservateurs de Kingston (M. Allmark) et de Dorchester (M. Drouin) ont pris la parole sur le budget, alors que du côté de l'opposition, les députés de Grand-Falls (M. Granger), Maisonneuve-Rosemont (M. Deschatelets), Drummond-Arthabaska (M. Boulanger), Bonavista-Twilligate (M. Pickersgill), Niagara-Falls (M¹⁰ LaMarsh) et celui qui vous parle se sont levés pour discuter du budget qui nous a été exposé.

Évidemment, monsieur l'Orateur, je comprends que le budget, cette année comme l'an dernier, n'a pas apporté grand-chose pour satisfaire les espérances de nos amis ministériels. Je comprends qu'ils soient déçus, désenchantés, désemparés, désillusionnés, désespérés et découragés, mais je leur demande de changer d'attitude aujourd'hui parce que, même quand ça va mal, il n'est pas de très très bonne politique pour un parti de le montrer au grand public.

Je demanderai à mes amis conservateurs de se lever plus nombreux aujourd'hui et de cacher leur grande déception. Je demanderais tout particulièrement au député de Roberval (M. Tremblay)—parce que je me suis laissé dire qu'il était très fâché du budget—d'oublier ces choses, de venir à la Chambre et d'être aussi loquace à l'occasion du débat sur le budget qu'il l'est pour interrompre les membres de l'opposition quand ils parlent.

(Traduction)

M. W. H. McMillan (Welland): Monsieur l'Orateur, quand j'ai parlé le 16 janvier au cours du débat sur le budget, j'ai fait quelques observations que j'aimerais citer. Il s'agit de la dernière phrase de mon discours, consignée à la page 1139 des *Débats*. Je disais à propos du petit budget:

Je crois aussi que les membres du Cabinet devraient aider le ministre des Finances dans un ministère où sévit une crise continue et chronique.

[M. Jorgensen.]

Les événements survenus depuis donnent à penser qu'il y a quelque chose qui ne va pas au ministère des Finances. Le ministre s'est laissé convaincre par quelqu'un de réviser ses vues sur les taux d'intérêt. Depuis trois ans et demi, je répète à la Chambre que nos taux d'intérêt sont trop élevés et que c'est là la racine de nos maux économiques. Dans son exposé budgétaire si verbeux et si plein de vent, le ministre des Finances a certainement reconnu cela, du moins en paroles. Je vais citer quelques passages de son discours. Voici ce que je trouve à la page 6680 des *Débats*:

Pour commencer, les taux d'intérêt au Canada ne sont pas proportionnés aux taux en vigueur aux États-Unis et en certains pays européens exportateurs de capitaux.

C'est une chose que nous ne cessons de répéter depuis au moins trois ans et demi. Je me souviens d'avoir cité à la Chambre, il y a trois ans, un article du *Times* de New-York qui disait justement que les taux d'intérêt au Canada n'étaient pas proportionnés aux taux en vigueur dans les pays libres du monde occidental. A un certain moment, j'ai cité les taux d'intérêt sur les obligations cubaines à New-York, et j'ai déclaré que les obligations Diefenbaker étaient cotées plus basses que celles du gouvernement Batista et certainement plus basses que celles du gouvernement révolutionnaire de Castro dans ses trois premiers mois de pouvoir.

A la page 50 de documents budgétaires, on trouve un tableau qui illustre le rendement des bons du Trésor à long terme. Il fait voir aussi la différence entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis. A l'époque des élections de juin 1957, la différence était d'environ $\frac{1}{2}$ p. 100. Plus tard, soit à l'automne de 1957, la différence était tombée à environ $\frac{3}{8}$ p. 100. Le tableau ne donne pas le chiffre précis, mais je dirais que c'est environ $\frac{3}{8}$ p. 100. Après l'emprunt de conversion et après d'autres opérations de financement, l'écart est monté à environ $1\frac{1}{2}$ p. 100. Depuis l'an dernier, il a un peu baissé. Il a de nouveau un peu baissé dernièrement, et selon ce tableau, je dirais qu'il est actuellement à environ $1\frac{1}{2}$ p. 100. Je dis que c'est à cause de la façon dont le gouvernement actuel a dirigé notre politique fiscale et la gestion de notre dette. Plus loin, à la page 6881, le ministre a déclaré:

En une période comme celle que nous traversons, les taux élevés d'intérêt sont une double entrave à notre activité et à notre expansion économiques.

Plus loin encore, le ministre a dit:

On trouvera dans le Livre blanc des données statistiques sur les tendances des taux d'intérêt ces dernières années, tant au Canada qu'à l'étranger. Ces chiffres confirment que nos taux d'intérêt ne sont plus en harmonie avec ceux de l'étranger...